

Yves DIMICOLI, Denis DURAND, Nicolas MARCHAND.

Intervention au CN des 16 et 17/01/2016

Yves DIMICOLI

*

Les huit syndicalistes de Goodyear Amiens sont condamnés pour s'être opposés à la délocalisation de la fabrication de pneus dans un pays émergent par une multinationale dont le PDG n'a pas hésité à déclarer un jour qu'elle pourrait y « *payer moins d'un euro l'heure de salaire et exporter (vers la France) tous les pneus dont elle a besoin* ».

C'est donc le « patriotisme économique » de ces salariés, en résonance avec la défense de l'emploi, que l'État Hollande-Valls sanctionne, alors que, lors de ses vœux télévisés, l'hôte de l'Élysée s'est présenté comme le « protecteur de la patrie » et a promis la « *sécurité sociale professionnelle* » pour chaque travailleur!

Il faut tout faire pour une amnistie ! Au-delà, en lien avec les exigences de redressement national, il s'agit que les salariés puissent, partout, avoir prise sur les choix d'investissement et l'utilisation que font les entreprises de l'argent des profits, des fonds publics et du crédit bancaire.

Cette nécessité générale va redoubler, car la crise systémique est alimentée par un antagonisme que notre politique ne peut plus se permettre d'ignorer, tant il devient dévastateur.

La révolution numérique permet d'économiser fortement le travail, c'est à dire de gagner en productivité. Mais, utilisés pour la rentabilité financière des capitaux accumulés, ces gains de productivité font flamber les suppressions d'emplois, le chômage de masse durable, la précarité. Cassant la demande salariale, ils dépriment les débouchés de la production. D'où une guerre économique ravageuse faisant redoubler le chômage, l'obsession de la baisse des coûts salariaux et des dépenses publiques sociales, tandis que l'argent de toute la société est englouti en opérations, placements et revenus du marché financier.

C'est cela qui a fini par faire exploser la crise financière de 2007-2008 après que, trente années durant, le recours massif au crédit et à l'endettement ait permis de contenir toute déflagration.

Depuis 2008, tout a été tenté pour sauver et poursuivre ce régime en accentuant la domination des marchés financiers sur la monnaie et les banques et en encourageant systématiquement la course au moins disant social comme avec le CICE et le « pacte de responsabilité » en France.

Ces tentatives de réponses arrivent, à leur tour, à des limites. Se profile, désormais, une explosion financière beaucoup plus dévastatrice vers 2017-2018, comme l'annoncent les secousses en Chine, l'effondrement des prix du pétrole et des matières premières, la remontée des taux d'intérêt aux États-Unis, la persistance des craintes de déflation en Europe.

Tout cela engendre un sentiment d'impasse et d'impuissance, une défiance par rapport aux politiques qui, compte tenu de la démagogie du FN, d'une part, et, d'autre part, de la non crédibilité du Front de gauche sur les réponses à apporter, apparaissent tous d'accord sur les solutions économiques, pourtant si déplorées.

Il faut absolument aller au bout de la critique et de l'autocritique de la façon dont le Front de gauche a été pratiqué, absent sur les propositions et leur financement et enfermé dans débats entre appareils au sommet, loin de l'intervention populaire si nécessaire. C'est ce qui a conduit à son échec.

Dans les moments si graves que nous allons connaître, le PCF a une responsabilité historique : montrer que le cœur des problèmes c'est l'argent, la monnaie, leur utilisation pour la finance ou pour l'emploi et le développement humain. C'est en l'assumant, en toute autonomie, qu'il se rendra visible avec l'ambition, incarnée dans des propositions précises et des objectifs d'action rassembleurs, de répondre aux urgences tout en éclairant de nouveaux buts de civilisation.

C'est là un enjeu fondamental pour 2017. Pour l'heure, se cherche une union sacrée derrière le capital financier. Tout est fait pour enfouir la question sociale sous la triple pression instrumentalisée de la hantise du terrorisme, de la peur du chômage et du déclassement et de la crainte du FN.

Il faut faire un grand effort sur nous-mêmes pour cesser de considérer que l'économie, les entreprises, l'argent sont hors du champ politique. Il faut nous décider à œuvrer au changement de la production des richesses et de son financement avec le crédit, et non se contenter de viser à faire bouger le curseur de leur répartition avec la fiscalité.

Il faut impérativement lancer et réussir la campagne de longue haleine que nous annonçons sur l'emploi, le travail, la formation et les salaires et ne pas faire preuve une nouvelle fois de velléité, comme cela a été le cas avec la campagne avortée sur le « coût du capital ».

Cela exige de s'approprier nos propositions les plus novatrices pour chercher, sur le terrain, à les expérimenter avec les gens, en partant des besoins réels.

Ce peut être, par exemple, la lutte contre tous les licenciements avec des moratoires permettant de faire valoir des contre-propositions, notamment pour s'attaquer au coûts du capital au lieu de s'acharner sur le « coût du travail ». Ce peut être des batailles pour exiger de nouveaux CDI sécurisés pour tous les salariés, l'obligation imposé aux entreprises d'embaucher sous CDI sécurisés des jeunes ou des chômeurs en formation. Ce peut être l'exigence systématique de créations d'emplois et de mises en formation qualifiante, avec baisse de la durée du travail, accompagnant chaque investissement. Ce peut être la transformation réclamée d'emplois précaires en emplois stables et correctement rémunérés. Ce peut être la revendication de créations d'emplois et de formations pour une meilleure efficacité de tous les services publics..etc..

Toutes ces luttes à organiser pourraient porter l'exigence de pouvoirs citoyens nouveaux sur l'argent en imposant la création de Fonds publics régionaux et d'un pôle public financier, en se battant pour une transformation de la BCE avec une autre utilisation de l'euro.

On pourrait agir pour que, dans les bassins d'emploi, les régions et jusqu'à l'échelle nationale se tiennent périodiquement des conférences citoyennes réunissant les représentants des comités d'entreprises et délégués du personnel, des syndicats, des associations, des patrons, des élus, des banques et de l'État. Y seraient inventoriés les besoins réels d'emploi et de formation, avec les investissements nécessaires, et fixés des objectifs chiffrés pour aller, pas à pas, contre la spéculation financière, vers « zéro chômeur, zéro précaire ».

Cette campagne, si nous la menons de façon tenace et rigoureuse, pourrait permettre de conditionner, par la bataille d'idées et des actions rassembleuses, la recherche exigeante, pour 2017, d'une candidature commune de gauche, dans des espaces politiques conçus pour dialoguer et avancer sur le fond vers un socle commun de propositions efficaces alternatives aux choix de Hollande-Valls, au lieu de servir d'écurie à des candidats auto-proclamés.

Denis DURAND

*

Campagne sur l'emploi : il y a une décision à prendre. Un épisode médiatique pour marquer le coup au moment où Hollande présente ses propositions, ou un levier politique pour sortir du piège des présidentielles et pour changer le paysage politique ? Dans la mesure de nos moyens bien sûr ; mais le PCF n'occupe pas aujourd'hui sa place comme parti des luttes pour le changement de société qu'il a pourtant bien su occuper il n'y a pas si longtemps, par exemple pour gagner le monde du travail au « non de gauche » en 2005. La discussion d'hier a montré qu'on a besoin d'une telle campagne pour construire un rassemblement crédible à gauche. Autant de graves illusions persistent dans l'opinion sur d'autres sujets comme la sécurité et les libertés publiques, autant l'emploi est le point sur lequel on peut faire la différence pour le grand nombre des électeurs car c'est là-dessus que Hollande, après Sarkozy, a profondément déçu, et ruiné par-là la confiance dans la politique. Ils ont déçu parce qu'ils ont refusé de s'attaquer aux racines du mal. Nous avons un système politique, social, économique, dont tout le fonctionnement sacrifie le développement des êtres humains pour satisfaire la rentabilité. Il doit changer non pas seulement parce qu'il est moralement injuste mais parce qu'il ne marche pas dans le contexte de la révolution informationnelle. Depuis trente ans les politiques visent à réduire le coût du travail et l'investissement ne repart pas ! Le problème c'est le coût du capital ! Zéro chômeur, l'humain d'abord ! c'est un changement radical de civilisation ; mais c'est un changement qui peut se construire dans les luttes à partir des luttes d'aujourd'hui. On

sait bien qu'il ne suffit pas d'être au gouvernement pour être au pouvoir et la bataille en cours en Grèce est là pour nous le rappeler ; le pouvoir est à Francfort, à Wall Street et dans tous les conseils d'administration, les comités de crédit où des décisions sont prises sur l'argent ; ce qui veut dire aussi qu'il n'est pas nécessaire d'être au gouvernement pour mener des batailles et parfois pour en gagner, dès lors que l'objectif d'une transformation sociale radicale leur donne une cohérence. Des batailles concrètes. 1. Une bataille sur le contrat de travail : Gattaz « Un CDI sécurisé »... pour les profits ! 2. Emploi des jeunes, en liaison avec la formation ; 3. Conférences régionales et nationale pour l'emploi. Inventaire des besoins. Luites immédiates dans des entreprises pour financer des projets industriels et dans les services publics. 4. Mais à chaque fois on rencontre une question politique : il faut de l'argent. Créer des emplois signifie verser des salaires, former des travailleurs, installer des usines, des bureaux, des machines, des ordinateurs, des logiciels... donc de l'argent dont il faut disposer aujourd'hui et qu'on remboursera plus tard. C'est-à-dire du crédit, et le crédit c'est le métier des banques, sous l'autorité de la BCE, institution politique par excellence. Ça paraît inaccessible ? mais notre force, depuis la crise et dans l'attente de la prochaine crise qui sera pire, c'est que les gens savent que c'est important. Mobiliser le crédit et la politique monétaire pour en finir avec la dictature de la finance rassemble bien au-delà de ce qu'on croit (à titre d'exemple, cette proposition tient une place importante dans le rapport annuel sur l'état de la France en 2015 du Conseil économique et social). Nous avons commencé des batailles : pouvoirs des salariés dans les entreprises, accès des citoyens à l'information sur l'action des banques dans les quartiers, fonds régionaux, pôle financier public, fonds européen pour que l'argent de la BCE serve à l'emploi et aux services publics. Il faut une recherche de partenariats (économistes, juristes, syndicats, associations... et même l'Humanité ?). Comme l'a écrit J. Chabalier, il faut surtout une campagne organisée, engageant profondément le Parti, ses militants dans les entreprises, ses fédérations, avec des objectifs, un calendrier rythmé par des initiatives publiques jusqu'en 2017 et au-delà, un pilotage politique par la direction du Parti avec l'aide d'un collectif d'animation. Ce serait un signe politique fort si ce collectif était constitué aujourd'hui.

Nicolas MARCHAND

*

Comme Pierre vient de ré-intervenir longuement sur la question des primaires, je donnerai mon avis, mais je veux faire tout de suite deux remarques : je comprends qu'on discute sur les primaires, mais ça ne peut pas être le principal ; il y a d'autres questions qui méritent que le CN y consacre du temps, notamment l'organisation de la campagne sur l'emploi. D'autre part il faut être très attentif à ce que la prise d'initiatives de direction, nécessaire, ne conduise pas à dessaisir les communistes de leur maîtrise sur les décisions, ou à les mettre devant des faits accomplis. Je perçois et je soutiens une volonté de reprise d'initiative du PCF pour contribuer, dans une situation dangereuse et bouchée, à ouvrir une perspective, avec notre projet, avec la proposition de campagne pour l'emploi, et pour l'élection présidentielle. Mais ne perdons pas de vue la donnée de fond de la période : la crise. Le pronostic de nos économistes se confirme : une nouvelle phase aiguë de cette crise se prépare. Il ne faudrait pas commettre encore, comme avant 2008, l'erreur de la sous-estimer, d'en sous-estimer la portée, pas seulement en terme d'obstacle, mais aussi pour le fait que le défi d'un processus graduel de dépassement du système capitaliste est plus grand que jamais. C'est à ce défi politique que doivent répondre notre projet, nos propositions, notre capacité à en faire vivre la cohérence. Voyons combien au cœur de la bataille à mener, il y a l'argent, les banques, les entreprises et les pouvoirs sur tout cela. L'horizon de cette bataille va bien au delà de l'élection qui vient : il faut une action porteuse de l'ambition transformatrice de notre projet, articulée à la recherche des avancées politiques réalisables dès 2017, pour en sortir dans les conditions les meilleures pour la poursuite du combat transformateur. L'échec du Front de gauche, aux élections régionales après d'autres, mériterait une analyse plus précise, osant l'autocritique, notamment de la conception qui a paralysé notre capacité d'action et de proposition, et réduit la perception de notre existence et de notre originalité. Cette expérience le confirme : pour un rassemblement solide, quelle que soit sa formule, il y a besoin du plein apport original du PCF, de ses propositions. (Je

signale cette remarque utile de Nona Mayer, à propos de l'échec de la bataille contre le FN, dont elle est une spécialiste : "Si on se contente de dire non au FN, on va dans le mur. D'abord parce que cela fait de lui l'alpha et l'oméga de la politique française, ce qu'il n'est pas. Et parce que les électeurs ne veulent pas donner un chèque en blanc aux autres partis juste pour éviter Marine Le Pen. Vous, leur demandent-ils, vous nous proposez quoi ?" La campagne sur l'emploi doit justement nous permettre de contre-attaquer face au Medef et à Hollande sur le sujet qui est resté, malgré les attentats, la préoccupation n°1 des salariés et des jeunes. Il s'agit de prendre l'offensive pour une véritable sécurisation de l'emploi et de la formation, avec une responsabilisation sociale des entreprises. Cela peut nous aider à relancer enfin notre action dans les entreprises, dans notre socle social, le salariat dont l'unité est décisive (pas seulement les salariés pauvres, mais tous les salariés, des moins qualifiés aux plus qualifiés). J'appuie ce qu'a dit Didier Le Reste. Il faut cette fois-ci une vraie campagne, durable. Il faut mettre en place un dispositif pour la diriger et l'impulser. Ceci dit, malgré ce qu'a dit Pierre dans le rapport, j'insiste pour que soient prises en compte les remarques sur le slogan : « Zéro chômeurs », c'est très bien ; mais « tous travailleurs » !! Certes ça rime, mais ça ne colle pas, c'est ambigu. Je propose qu'on se laisse un peu de temps pour trouver mieux.

Concernant 2017, il faut chercher à faire bouger une situation bouchée, dans laquelle la présidentielle se réduirait à une compétition de qualification pour le 2eme tour entre 3 candidats, la gauche étant hors jeu, vouée à une ou des candidatures de témoignage. Se prononcer en faveur de la construction d'une candidature de gauche, c'est interpeller, de façon ouverte, tous les militants et électeurs de gauche ; particulièrement les socialistes chez lesquels le champ de critique de la politique de Hollande grandit, au delà des frondeurs. Cette crise peut-elle s'aiguiser jusqu'à rendre possible une autre approche de l'élection présidentielle que la candidature de Hollande ? Et sur quel contenu ? Y travailler ne peut se limiter à se prononcer pour une candidature sur « des valeurs de gauche » ; il faut avancer sans tarder sur des éléments de contenu d'une telle candidature, sur le plan social et écologique, sur l'argent et les banques, sur la démocratie politique et sociale, avec la dimension européenne. Concernant la question des primaires, d'accord pour ne pas refuser le dialogue avec ceux qui se prononcent pour, d'autant que pour les socialistes, une primaire apparaît comme le seul moyen d'écarter Hollande ; mais ça ne doit pas effacer pas nos raisons sérieuses d'être réservés à l'égard de cette pratique: elle exacerbe tous les défauts de la présidentielle, l'hyper-personnalisation, au détriment du débat de propositions. Pas question de nous impliquer en tant que parti dans un processus pouvant participer à la validation d'une candidature Hollande ou Valls. Mais ne nous enfermons pas alors qu'on peut se trouver dans une situation tout à fait inédite. Et surtout, ne perdons pas de vue le principal : notre travail, notre apport indispensable sur le contenu de la construction unitaire que nous cherchons à favoriser, donc une vraie campagne d'action durable pour l'emploi, et à une grande bataille de promotion et de consultation sur notre projet pour la France en commun et les propositions qu'il contient. Une remarque pour terminer concernant le débat sur le parti au Congrès : alors qu'il avait été annoncé qu'il porterait sur des « transformations » du parti, concernant notamment les entreprises, il ne serait finalement question que d'évolutions. Le mot me paraît faible par rapport aux changements nécessaires, à mon sens de réelles transformations, notamment concernant les entreprises, mais aussi la formation marxiste et la démocratisation du fonctionnement.